

ARRÊTÉ n° 2025-DCAT-BEPE- 468
du 24 DEC. 2025

mettant en demeure la Société Mécanique Automobile de l'Est (SMAE) de respecter certaines dispositions concernant l'exploitation d'un ensemble de fabrication de boîte de vitesse d'automobile à Metz-Borny

Le préfet de la Moselle
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du mérite

- Vu** le code de l'environnement, notamment l'article L.171-8 ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu** le décret du 28 avril 2025 portant nomination de M. Pascal Bolot, préfet de la Moselle ;
- Vu** le décret du 7 octobre 2025 portant nomination de M. Jérôme Seguy, secrétaire général de la préfecture de la Moselle, sous-préfet de Metz ;
- Vu** l'arrêté DCL n°2025-A-101 du 27 octobre 2025 portant délégation de signature de M. Jérôme Seguy, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;
- Vu** les actes administratifs délivrés à la SMAE, et notamment :
- l'arrêté préfectoral n°95-AG/2-597 du 14 novembre 1995 modifié autorisant la SMAE à continuer d'exploiter une usine de fabrication de boîtes de vitesse sur le territoire de la commune de Metz ;
 - l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2001-AG/2-199 du 1^{er} juin 2001 modifié autorisant la SMAE à exploiter un atelier de fabrication d'arbres d'équilibrage pour boîte de vitesse (AEB) à Metz ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées du 4 décembre 2025 relatif à la visite d'inspection du 17 octobre 2025 sur le site SMAE à Metz ;
- Vu** l'absence d'observation de l'exploitant sur le rapport d'inspection susvisé dans le délai imparti ;

Considérant que l'inspection des installations classées a constaté lors de sa visite du 17 octobre 2025 l'absence de détecteur d'hydrocarbures sur le réseau de collecte nord des eaux pluviales ;

Considérant en conséquence que certaines dispositions de l'article 30 de l'arrêté préfectoral du 14 novembre 1995 modifié susvisé ne sont pas respectées ;

Considérant que l'inspection des installations classées a constaté lors de sa visite du 17 octobre 2025 que les prélèvements et analyses des eaux souterraines ne sont pas effectués selon des méthodes normalisées en vigueur par un laboratoire agréé par le Ministère de l'Environnement et que les résultats des analyses ne sont pas commentés ;

Considérant en conséquence que certaines dispositions de l'article 34 de l'arrêté préfectoral du 14 novembre 1995 modifié susvisé ne sont pas respectées ;

Considérant que ces manquements sont de nature à engendrer des risques pour les intérêts protégés visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant les dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement : *« indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. »* ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

ARRÊTE

Article 1^{er}

La Société Mécanique Automobile de l'Est (SMAE), dont le siège social est situé à Pôle industriel Trémery-Metz – site de Trémery – BP 10 084 – 57301 Hagondange CEDEX 01, est mise en demeure de respecter, sous trois mois à compter de la date de notification du présent arrêté, les dispositions suivantes :

- article 30 de l'arrêté préfectoral du 14 novembre 1995 modifié susvisé :
 - ° *« les eaux pluviales des réseaux de collecte Nord et Sud ; ces réseaux de collecte sont équipés chacun d'un déversoir d'orage et d'un déshuileur – débourbeur ; ces mêmes réseaux sont équipés chacun de détecteurs d'hydrocarbures commandant des vannes et permettant ainsi de diriger les effluents vers une cuve de rétention de 200 m³. Toutes dispositions seront prises pour que le réglage et le temps de réponse de ces vannes permettent d'éviter toute pollution significative du milieu naturel par des hydrocarbures »*
 - ° *pour ce qui concerne la présence de détecteur d'hydrocarbures sur le réseau de collecte Nord des eaux pluviales ;*
- article 34 de l'arrêté préfectoral du 14 novembre 1995 modifié susvisé :
 - ° *« l'exploitant effectuera une surveillance des eaux souterraines (relevé du niveau piézométrique et analyse) portant sur les piézomètres S00 (amont site), S01 (intérieur*

usine, aval immédiat zone polluée par les hydrocarbures), S02 (aval site) et S5 (aval site) dont l'implantation est précisée sur le plan annexé au présent arrêté. Les analyses porteront sur les hydrocarbures totaux. Quatre campagnes de prélèvements seront effectuées chaque année. Les prélèvements et analyses seront effectués selon des méthodes normalisées en vigueur par un laboratoire agréé par le Ministère chargé de l'Environnement. Les frais des prélèvements et des analyses seront pris en charge par l'exploitant. Les résultats dûment commentés des relevés et analyses seront transmis dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées. Au vu des résultats obtenus, l'inspection des installations classées pourra demander le renforcement ou l'allègement des contrôles (fréquence des mesures, liste des paramètres). »

° pour ce qui concerne les points suivants (prélèvements et analyses effectués selon des méthodes normalisées en vigueur par un laboratoire agréé par le Ministère chargé de l'Environnement, résultats dûment commentés des relevés et analyses transmis dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées).

Article 2 – Sanction administrative

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 3 – Délais et voies de recours

En application de l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée.


Le recours peut également être déposé par voie dématérialisée via l'application « télérecours citoyens » depuis le site <http://www.telerecours.fr/>

Article 4

Le secrétaire général de la préfecture de Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand-Est chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société SMAE et dont la copie est adressée pour information au maire de Metz.

Metz, le 24 DEC. 2025

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général,



Jérôme Seguy

